

Le choix socialiste

par MAURICE DUVERGER

Le programme commun reposait sur des équivoques. Même dans sa belle saison, les arrière-pensées fleurissaient derrière les bons sentiments. Parmi ses animateurs, bien peu croyaient qu'une victoire électorale puisse se prolonger jusqu'au terme normal de la législature. Chacun espérait tirer son épingle du jeu après un bout de chemin ensemble : les socialistes en redorant leur blason par les réformes d'un nouveau front populaire qu'ils auraient dirigé, les communistes en faisant oublier le coup de Prague par une participation loyale au gouvernement d'un régime occidental. Sous les démonstrations d'amitié, la méfiance réciproque demeurait vive.

L'alliance de 1972-1977 restait plausible malgré tout parce qu'elle reposait sur l'espoir que le parti communiste irait jusqu'au bout de la transformation nécessaire pour qu'il puisse entrer pleinement dans le jeu de la démocratie. Il ne pourra pas le faire tant qu'il conservera sa structure monolithique, son intolérance idéologique, sa dépendance extérieure. Taillé sur le modèle de l'organisation conçue par Lénine pour exercer une dictature rigoureuse ou préparer la révolution qui l'établirait, il n'est pas adapté au mécanisme de compromis et de consensus qui développe et maintient la liberté politique.

Même pendant que l'union de la gauche traversait sa lune de miel, tout le monde savait que les communistes avaient encore un long chemin à parcourir pour devenir capables de pratiquer un pluralisme authentique. Mais ils semblaient alors s'y engager résolument, justifiant ainsi l'ouverture d'un crédit sur leur évolution future. Mettre fin au grand schisme qui empêche un cinquième des citoyens français de s'intégrer dans la communauté nationale, cela valait qu'on se montre généreux, d'autant plus que les termes du contrat et le rapport des forces excluaient la possibilité d'un débordement.

* * *

Tout a changé depuis que le parti communiste a repris son visage de fer. Peu importent les raisons de cette volte-face. Qu'il l'ait décidée de son propre mouvement pour ne pas devenir le brillant second des socialistes, ou qu'elle lui ait été imposée par Moscou pour obéir à l'« internationalisme prolétarien », cela n'a guère d'importance. Quand il reviendra quelque jour au printemps d'hier après la période glaciaire où il s'est maintenant enfermé, on n'oubliera pas que celle-ci correspond à sa nature profonde. Rétrospectivement, son libéralisme (très modéré) des années du programme commun prend ainsi figure d'un expédient provisoire, non d'une amorce de transformation définitive. On ne peut plus rouvrir de crédit à qui trompe ainsi la confiance du prêteur. Tant que la mutation nécessaire de la structure, de l'idéologie et du soviétisme ne sera pas réalisée, les accords ne pourront être que provisoires. Ils ne devront jamais endormir la vigilance du partenaire.

On n'en est pas encore là. Pour le moment, et probablement pour longtemps, aucune alliance de gauche n'est concevable. Le sentiment unitaire des électeurs peut empêcher Georges Marchais de prôner

l'abstention au second tour de scrutin de 1981, comme il meurt d'envie de le faire. La pression de la base ne l'empêcherait pas d'employer tous les moyens pour faire échouer les entreprises d'un président socialiste ou d'une majorité parlementaire de gauche. Des convergences temporaires demeurent possibles, à l'Assemblée ou dans le pays : par exemple, pour voter une réforme favorable aux « travailleurs » ou mener une campagne contre un projet conservateur. Elles resteront exceptionnelles et limitées : toute l'action du parti communiste consistant maintenant à organiser les exploités, les pauvres, les mécontents dans une contre-société qu'il contrôle et manipule aussi totalement que possible, à coups de revendications démagogiques dont le caractère irréalisable exige le maintien dans une opposition permanente.

Il est très habile dans une politique de ce genre, qu'il a pratiquée pendant les quinze ans qui ont précédé le Front populaire et la période qui a suivi la rupture de 1947. En face d'un tel comportement, le parti socialiste ne dispose d'aucune des deux stratégies entre lesquelles il semble hésiter : rester fidèle à l'union de la gauche ou revenir au centrisme de la S.F.I.O. Ni l'une ni l'autre ne sont possibles. La seconde suppose qu'une fraction du centre-droit accepte des réformes profondes qu'aucun des partis de la majorité actuelle n'est vraiment disposé à envisager. La première ne pourrait devenir plausible que si le parti communiste se trouvait radicalement transformé ou sérieusement affaibli : chacune de ces hypothèses n'est réalisable qu'au bout d'une longue étape.

* * *

La société française devient mûre pour la social-démocratie, qui a créé en Europe occidentale les meilleurs systèmes politiques du monde actuel, ou les moins mauvais : comme on voudra. Mais celle-ci montre des signes d'essoufflement après des décennies brillantes. Elle a besoin d'un renouvellement sur la base d'un projet original qui demeure encore dans les limbes. De toute façon, elle ne peut gouverner efficacement que si le parti communiste est inexistant ou très faible, comme en Grande-Bretagne, en République fédérale, en Autriche, en Scandinavie. Le nôtre se trouve à contre-courant de l'histoire. Il en freine le mouvement au lieu de l'accélérer. Cela porte à croire que son déclin est inéluctable à long terme. Mais on mobilise difficilement les électeurs sur des perspectives si éloignées. Là se trouve la difficulté fondamentale du parti socialiste, qu'il dissimule derrière un conflit de personnes.

● RECTIFICATIF. — Une ligne a sauté à la fin du « Point » des premières éditions du *Monde* du 25 octobre, « Trop de vide ». Il fallait lire : « *Quand les discours restent à ce point répétitifs, il est naturel qu'une autre voix, un autre ton, soient bien accueillis. Surtout s'ils viennent troubler l'anesthésie dominante, secouer ce que M. Jobert appelle « la démocratie molle » et affirmer, sans détours, des positions claires et fortes, qu'elles soient de gauche ou de droite...* »